

Les crises de notre présent et la référence éthique.

Pescia 17-20 juin 2007

Dimanche 20 juin, séance de clôture présidée par le Vice-président prof. Bronislaw Geremek, qui présente pareillement son rapport intitulé: "Politique européenne et référence éthique".

Merci beaucoup, Monsieur le Président, nous commençons cette journée, la dernière journée après la rencontre d'hier soir que nous avons terminée avec le toast du Président de notre Société. C'est peut-être le moment aussi de dire combien important pour la Société est sa direction. Parce-que il n'y a pas eu de réponse à ce toast, qu'il me soit permis au début de cette séance de dire, Monsieur le Président, quelle est votre merveilleuse qualité d'introduire le ton intellectuel dans notre débat; je dirais, vous rehaussez le débat en démontrant ses conséquences, aussi bien pour la Société Européenne de Culture, que pour son rôle en Europe. Comment dire aussi toute l'émotion et la reconnaissance que nous avons à l'égard de Michelle Campagnolo Bouvier, qui est l'âme de cette Société et qui assure à cette Société son rôle dans la transformation européenne.

Je dois, avant de commencer mes fonctions de président de la séance, vous présenter moi-même quelques remarques; donc dans ces deux rôles, je vais exercer mes fonctions de membre de cette assemblée.

Après ce débat très riche des jours passés, je voudrais maintenant dire l'importance de notre débat sur l'Europe et son avenir, sur la place du message européen dans le monde d'aujourd'hui et après tout ce qui a été dit, je voudrais plutôt rappeler les grandes lignes de notre réflexion sur l'Europe et le monde, ce qui est le contexte primordial de notre rencontre de Pescia.

La S.E.C. qui s'est formée dans le grand mouvement d'après la guerre, le mouvement intellectuel 1946-1948, les premières réflexions: que faire? avec le monde qui a complètement changé au cours de la guerre et avec la confrontation des systèmes de la guerre totale et des systèmes de politique et de société totalitaires. La S.E.C. était un lieu de rencontre, dans ce temps très difficile, mais, premièrement, dans ces remarques préliminaires, je voudrais dire que la S.E.C. n'est pas le produit de la guerre froide; la S.E.C. ne participait pas. C'est un observateur lointain, un observateur venant du froid, qui avait le sentiment que la S.E.C, elle, opposait à la guerre froide la politique de la culture, fondée sur le concept de la personne humaine et de la dignité de la personne humaine. C'était une façon de s'opposer à la guerre froide, ne pas participer dans ces divisions.

Deuxièmement, la S.E.C introduisait dans le débat d'après la guerre et des décennies après la guerre l'idée de l'identité européenne fondée sur les valeurs communes. La culture et la politique de la culture en sont l'expression. On peut dire que le génie d'Umberto Campagnolo et des fondateurs de la S.E.C consistait dans le dépassement du cadre d'actualité et du cadre de l'Europe divisée. Il vaut la peine de relire les grands textes de ces années 46-48 pour se rendre compte de l'immense sentiment de la catastrophe de l'idée européenne. On pouvait dire - c'est

Emmanuel Levinas qui l'a dit un jour - que l'idée de Nietzsche de la mort de Dieu se réalisa à Auschwitz. C'était un monde différent et dans ce monde différent la S.E.C introduisait la notion du dialogue; qu'il faut parler pour dépasser les divisions. Et c'était un façon de dépasser l'actualité et de regarder l'avenir.

Troisièmement, je pense que dans ce paysage toscan, où se passe notre débat, nous retrouvons cette Europe-patrie, dont Henri Bartoli a parlé. Nous retrouvons les racines profondes de l'esprit européen. Sur le sol européen, en particulier sur le sol de cette péninsule, était né l'esprit européen par la rencontre de l'héritage grec et de la romanité, de l'héritage judéo-chrétien et du barbaricum germanique et slave. C'est comme cela que l'Europe s'est formée.

Quatrièmement, je voudrais dire que la S.E.C. reconnaît les succès sans précédents de l'intégration européenne. Tout ce qu'on peut dire sur les crises de l'intégration européenne ne devrait pas nous faire oublier que l'intégration européenne, depuis Monnet, Schuman, Adenauer, par le Traité de Rome et les élargissements successifs jusqu'à l'Union européenne de 27 membres d'aujourd'hui, c'est un succès, un des rares succès dans l'histoire triste du XX^e siècle.

La S.E.C. prend l'idée de l'Europe ouverte, de l'Europe ouverte au-dessus des partages entre les États-nations et au-dessus des lignes de partage politiques et idéologiques.

En même temps, le concept que la S.E.C. propose est de ne pas réduire cette Europe ouverte à l'Europe institutionnelle. En dehors de l'Union européenne aussi il y a l'Europe. Je dirais non seulement en dehors, mais au-dessus de l'Europe des frontières, au-dessus de l'Union européenne, créée par des traités successifs, il y a l'Europe beaucoup plus large. Le souvenir de notre voyage d'étude à Kazan et à Moscou, le souvenir inoubliable de ces grands fleuves et des grandes forêts de la Russie, où pendant des heures et des heures on ne retrouvait pas de vie humaine; on retrouvait le cadre de la nature immense, et le cadre politique d'un pays immense. Et Kazan, avec sa mosquée et son temple orthodoxe construit et reconstruit. En fait, en terme d'histoire de la ville, on peut dire qu'on a reconstruit les deux, comme le symbole de la rencontre des religions et des civilisations. A Kazan, le souvenir la Vierge de Kazan que Jean-Paul II a rendu à son Pays et à son Église. Ce voyage de Kazan, ce voyage de mémoire européenne sur les conquêtes et sur les résistances, était aussi un message de la S.E.C., de la façon dont la S.E.C. comprend l'Europe.

Voilà, me semble-t-il, le contexte et l'environnement de notre réflexion sur les crises, les crises et la crise, que nous avons pendant ces journées précédentes menée. Umberto Campagnolo a dit des phrases, auxquelles nous nous référons et nous nous sommes déjà référé dans ce colloque. Je reprends une phrase importante: "Ce qui met le monde en crise ne sont pas les très graves problèmes, devant lesquelles il se trouve placé, mais le jugement moral qui l'oblige à mettre en question le monde où il vit".

Mettre en question le monde. En fait, toute l'histoire européenne est scandée par ces moments, où l'Europe se mettait en question. L'Europe est une civilisation qui semble sans cesse être critique d'elle-même, comme aucune autre civilisation. C'est un des traits de ce continent et un des traits aussi de cette civilisation. Et en réponse à la crise, comme Campagnolo la comprenait, il faut chercher le repère, il faut chercher ce que Nietzsche appelait le nouveau jeu des valeurs, le nouveau jeu des valeurs qui constate la crise. Le drame de l'actualité, il faut le penser en terme d'un contexte de valeurs qui changent. Les valeurs peuvent être une socle, mais les valeurs sont des références changeant avec le temps par ce jeu – comme disait Nietzsche. C'est-à-dire, les valeurs sont tout le temps dans le mouvement et ce jeu des valeurs est la mise en mouvement des valeurs.

On a déjà cité dans cette salle Edmund Husserl et la réflexion d'Edmund Husserl sur l'Europe. Dans cette conférence à Vienne et à Prague en 1935, il disait sa conviction profonde: que le plus grand danger pour l'Europe, le plus grand danger dont l'Europe puisse avoir expérience et auquel elle doit faire face, c'est la lassitude, la lassitude de l'Europe: voilà le danger.

Contre cette fatigue européenne, Husserl disait qu'il faut réfléchir sur l'état des sciences. Il disait qu'au fond de cette fatigue, il y a aussi une crise des sciences, des paradigmes scientifiques. Cette crise des sciences veut dire qu'il faut rendre la place aux sciences dans le cadre de la réflexion morale.

Nous savons mieux que Husserl en 35, après l'expérience de l'emploi des armes nucléaires, quel est le cadre moral qui est posé par le développement des sciences. Quand on regarde aussi le développement de la génétique, un des mouvements les plus révolutionnaires dans le monde des sciences. Mais aussi mettant en doute certain cadre de la réflexion morale que nous faisons sur les limites de ce que l'homme a le droit de faire. Contre cette fatigue européenne, Husserl proposait un héroïsme de la raison, l'héroïsme de la raison. Les expériences de la guerre, de l'holocauste, du goulag ont détruit un peu la foi dans la raison. Mais, sur cette trace, un de ses disciples, grand penseur tchèque Jan Patočka, l'homme de la "charte de Prague", Jan Patočka, 35 ans plus tard, après ces conférences de Vienne et de Prague, en appelait à un souci de l'âme, souci de l'âme, cette "cura animi" qui, disait-il, pouvait être le remède à la crise morale de notre temps. Et il dit aussi que ce souci de l'âme libérait l'homme de la quotidienneté. Que le quotidien pèse sur la façon de penser le monde et le quotidien est dangereux. Nous avons dans notre débat eu aussi recours à l'analyse de la place des médias dans cette domination du quotidien sur notre imagination.

Et en face de cela, en face de cette réflexion dramatique sur le devenir de l'Europe, la valeur libératrice du dialogue apparaît. C'est le dialogue qui peut libérer l'homme et la réflexion humaine. Le choc de civilisations, ce "clash of civilizations", tracé comme le danger possible, mais aussi notre, je dirais nos générations, c'est-à-dire les générations qui se rappellent la guerre et qui se sont formées dans l'après-guerre, que la guerre reste une référence. Les plus jeunes, les jeunes générations des Européens, ne savent plus, par leur expérience, ce qu'est la guerre.

Mais, quand nous pensons à l'analyse du phénomène "guerre" après 1945, d'une certaine façon, nous pouvons dire le mot hérétique que la Première Guerre mondiale et la Deuxième Guerre mondiale étaient certainement des guerres totales. Elles n'étaient pas, cependant, des guerres mondiales; elles étaient des guerres européennes, des guerres, dont dépendait le sort de l'Europe, avec la participation d'autres, de l'Amérique dans la Première et Deuxième Guerre mondiale, du Canada, de l'Australie dans la Deuxième, mais dont, en fait, on pourrait dire qu'elles étaient des guerres civiles. En langue slave, nous disons aussi *wojna domowa*, la guerre de maison et à maison.

C'est maintenant que nous observons, avec cette confrontation des civilisations d'un part et le drame de l'environnement naturel et des changements climatiques, d'autre part, le danger d'une guerre qui ne serait plus une guerre interne européenne, mais qui serait pour la première fois une guerre mondiale, dans le sens qu'elle concernerait le monde tout entier. Ainsi donc, notre réflexion sur la responsabilité éthique et sur l'avenir de l'Europe a droit de se référer à ce danger nouveau, imminent d'une guerre qui concernerait tous et tout; qui concernerait l'œcoumène.

La deuxième thèse, c'est la thèse concernant le politique. Dans la pensée de Campagnolo, la politique a un sens très particulier, mais un sens noble, et nous vivons dans un monde où la politique semble perdre tout le sens humain et où la politique certainement semble

perdre son caractère noble, c'est-à-dire d'un jeu qui concerne le bien commun. Et alors, la politique comme jeu de puissances est limitée. C'est une politique qui est un travail de séduction. Tout homme politique qui se présente aux élections le sait; nous, les électeurs, - j'ose dire - nous le savons. Et je dois dire aussi que nous, les politiques, nous l'apprenons peu à peu. C'est un travail de Casanova. Nous cherchons de séduire sans cesse. Mais ce travail de séduction que les politiques opèrent, fait de nous, ceux qui décident sur l'élection en donnant la confiance ou non, fait de nous des sujets et non pas des objets. Quelque chose dépend de nous. Ce jeu de séduction crée une place pour un des dangers de notre temps qui est le populisme. C'est-à-dire la séduction pure et simple. Espérons que Casanova, au moins de temps en temps, aimait; qu'il a mis de l'amour de temps en temps. On a le sentiment que les politiques sont les plus souvent dépourvus de ce sentiment profond. Alors, est-ce qu'il n'y a pas de place pour une politique, qui serait comprise comme le service aux autres? Non pas comme la recherche de la prise du pouvoir sur le citoyen, comme la tentation continue du pouvoir autoritaire. C'est une tentation qui est contraire, en fait, à la tradition européenne, mais qui fait toute l'histoire de l'Europe. Et qui fait aussi - c'est un Polonais qui le dit - la quotidienneté de la politique dans certains pays, la recherche du pouvoir autoritaire, c'est-à-dire d'étendre les limites de l'exercice de la domination sur le citoyen.

Ainsi donc, contre cette prépondérance de la répression sur la persuasion, contre cette prépondérance de la répression sur la persuasion qu'on voit dans certains pays de l'Europe, dans certains pays dans le monde tout entier, il n'y a que la référence à l'éthique. La référence éthique en tant que telle, d'une éthique de responsabilité. Je crois qu'il faudrait reprendre, mais d'une nouvelle façon, la réflexion de Max Weber sur l'éthique de la responsabilité. Maintenant, ce n'est pas en termes d'analyse, mais en termes de prévision que se présente le problème principal. Qu'est-ce qu'il faut donc renforcer, en vertu de ce principe de l'éthique? Renforcer l'État de droit. Le droit, c'est un élément constitutif de l'héritage européen. L'État de droit, c'est une référence qui garantit les conditions nécessaires pour la réalisation du principe éthique.

Il faudrait, deuxièmement, assurer le système du contrôle du pouvoir, ce "Checks and balances", les institutions et les procédures, qui assurent le contrôle du citoyen sur le pouvoir.

Troisièmement, il faudrait développer la société civile. Pour nous, gens de l'Europe de l'Est, la société civile était une façon de s'opposer à la réalité de tous les jours. L'opposition à l'égard du régime totalitaire, c'est la société civile. C'était bien plus facile, dans nos expériences, de le faire au moment de la confrontation avec le régime, contre le régime et dans l'opposition. C'est beaucoup plus difficile de former les structures de la société civile dans des conditions, je dirais, de normalité. C'est beaucoup plus difficile. Là il faut revenir aux analyses de Tocqueville, séduit par l'expérience américaine de la démocratie locale, de la communauté, qui est une communauté politique, pour penser comment dans nos sociétés du XXI^e siècle on peut voir les forces créatrices de la société civile.

Et, quatrièmement, en faisant un catalogue très restreint de ces principes, je dirais la liberté d'expression et la liberté de création. Bien avant le premier amendement à la Constitution américaine, le fameux premier amendement à la Constitution américaine, sur le sol européen, nous avons compris la force immense de la liberté d'expression. La phrase de Voltaire, qu'il est prêt de donner sa vie pour celui qui soutiendra des opinions contraires aux siennes, cette phrase de Voltaire revient même dans la jurisprudence et dans les grandes sentences américaines sur la liberté d'expression. C'est l'Europe qui a formé ce socle de principes. Et puis, peut-être faudrait-il ajouter, dans la perspective du XXI^e siècle, l'horizon de la délibération, ce qu'on appelle la démocratie délibérative et que parfois les bureaucraties et les pouvoirs ignorent et n'aiment pas beaucoup en disant que quand on délibère, on ne prend pas de décisions.

La démocratie délibérative, c'est-à-dire celle dans laquelle il y a le débat continu, fait ses preuves, de façon négative aussi. L'échec du Traité constitutionnel européen au referendum français et hollandais, peut être aussi attribué au manque de débat, au manque de délibération avec le citoyen. Ainsi, il faut créer l'espace public; l'espace public que Jürgen Habermas croit être le principe même de l'organisation politique est un défi pour l'Europe du XXI^e siècle.

Et finalement, je voudrais souligner l'importance de l'horizon de l'utopie. L'horizon de l'utopie, c'est-à-dire ce qui n'est pas encore. C'est un horizon parfois trop éloigné; on sait le malheur que certaines utopies peuvent faire ou ont fait. Mais il faut aussi voir le bénéfice de la pensée utopique. C'est le dépassement de l'État-nation, dans l'expérience européenne, dans l'intégration européenne, l'enthousiasme de la construction européenne que nous ne retrouvons pas toujours dans ce qu'on appelle parfois le "message de Bruxelles", qui semble être éloigné des soucis quotidiens de l'Européen. Il ne faut pas oublier que maintenant la législation européenne, celle qui est décidée à Bruxelles, c'est une législation qui concerne les analyses d'environ 80% de l'ensemble juridique qui entoure la vie des Européens.

Ainsi donc, l'intégration européenne est devenue une utopie réalisable, parce-que le paradoxe de cette utopie est que c'était une utopie réaliste. Être réaliste et penser l'utopie, ce n'est pas facile, mais en quoi consistait en premier lieu cette utopie? Elle consistait dans le dépassement national. On ne dira jamais assez l'immense contribution du fait national à la formation de la civilisation européenne. L'Europe des nations est la réalité de toute l'histoire de l'Europe, mais l'intégration européenne a cherché à transgresser ce cadre national et elle a réussi au point qu'un analyste politique, un écrivain politique, Jeremy Rifkin, parle du rêve européen, en disant que c'est le rêve européen qui a remplacé le rêve américain, celui qui attirait les Siciliens et le Polonais vers l'Amérique. Maintenant, le rêve européen d'une société qui est peut-être fondée sur des valeurs non pas de puissance, mais des valeurs d'un pouvoir mou, "the soft power", de ce pouvoir qui se fait par l'intermédiaire des institutions, de l'attraction des sentiments, et en particulier par la référence éthique. Est-ce que les nations sont incontournables? C'est la réflexion de nos jours, de ces mois et de cette année. Est-ce qu'il n'y a pas de retour maintenant, après cette réussite du rêve européen, réussite de l'intégration européenne? Est-ce qu'il n'y a pas de retour à l'égoïsme national, à cette façon de penser toute la politique en termes de l'intérêt limité de la communauté nationale?

L'État-nation défendait et protégeait. L'État-nation cherche maintenant aussi à défendre et protéger, mais défendre et protéger, la référence principale, dans ce cas, est la violence. La civilisation a fait plus de progrès sur la violence et a fait beaucoup plus de progrès dans la domestication de la violence, la domestication, cette apprivoisement de la violence, c'est un fait de la civilisation européenne et une de ses réussites.

L'Union européenne cependant, cherchait à se définir comme une communauté. Une communauté, donc, qui libère les hommes, qui libère leur potentiel et leurs possibilités et qui aussi rassemble les hommes et les femmes, en fondant sa référence éthique sur l'homme. Ce sont les humanismes de l'histoire européenne, qui reviennent maintenant dans notre réflexion sur l'avenir de l'Europe. Mais la vocation universelle de l'Europe est un des traits de cette civilisation. Elle a cherché à partager son héritage, plus que les autres civilisations, avec les autres et c'est là qu'apparaît le problème de l'éthique mondiale.

La réaction, peut-être parfois simplifiée, mais en la réduisant pour ne pas prolonger l'analyse, je dirais que Pinocchio est universel. Cependant, la référence éthique dépend de l'histoire, dépend de ce qu'on a vécu, de ce qu'on enseigne dans les écoles et la *paideia* reste nationale. Cette merveilleuse phrase d'Isocrate qui a dit, dans un de ses discours, "si nous sommes Grecs, ce n'est pas par notre origine ethnique, non pas par l'appartenance à la race, mais c'est par notre éducation que nous sommes Grecs ensemble". Comment faire pour qu'on

puisse le dire des Européens? Si nous sommes Européens, c'est par l'éducation, par la référence à un héritage spirituel commun.

Un des écrivains politiques américains, dernièrement, critique à l'égard de l'Europe, a dit "vous, les Européens, vous êtes nés sous le signe de Vénus, nous, les Américains, nous sommes nés sous le signe de Mars". Ainsi l'amour d'un côté, la guerre de l'autre. Et quand on pense le monde en termes de la violence et de la domination, on pourra dire que l'Europe est en déclin. Toutefois, si on pense, avec cette référence, qui a fait la matière de notre réflexion au cours de ce colloque, c'est le contraire. Comment faire pour qu'une telle pensée européenne à vocation universelle puisse amener, nous amener, à de bonnes décisions?

L'histoire du Protocole de Kyoto, dont dépend probablement l'avenir de notre planète, disons du moins que c'est seulement par le Protocole de Kyoto que les êtres humaines peuvent avoir une influence sur le monde et sur son avenir. Or les États-Unis, la Chine, ces deux ensembles plus que les États, dont dépend le succès ou l'échec de notre politique en face du climat, refusent toujours de signer le Protocole de Kyoto. Ainsi l'égoïsme apparaît. Il peut être national, il peut être régional, mais l'égoïsme apparaît comme la menace qui pèse sur toutes les tentatives de faire quelque chose, d'agir.

Ainsi donc, ma conclusion c'est qu'au lieu de penser la puissance et l'impuissance comme référence principale, penser avec Emmanuel Levinas en termes de justice et d'injustice. La justice et l'injustice concernent l'ensemble des politiques que nous appliquons, elles concernent aussi la notion humaine de la liberté.

Politique de l'Europe ouverte, ouverte vers les autres pays européens, mais aussi de l'Europe responsable des autres continents et en particulier de l'Afrique. Ce continent qui a été trop longtemps couvert par le silence, se trouve maintenant au centre du jeu mondial. Et l'Europe a une obligation à l'égard de l'Afrique et peut-être une responsabilité particulière. Donc, ouverte vers les autres pays européens, responsable des autres continents et de l'Afrique en particulier, l'Europe pour elle-même devrait se définir comme une société ouverte: "open society" de peuples. Mais aussi une société ouverte dans le sens qu'elle n'invente pas de nouvelles frontières, qu'elle n'exclut pas d'êtres humaines, pas de pays ni de cultures, de son intérêt et de son influence.

Ce que je voudrais dire, c'est que quand on constate que le monde va mal, le pessimisme n'a pas de place, paradoxalement; parce-que penser à l'intérieur de l'hypothèse pessimiste signifie ne rien faire pour faire face au danger. Si au contraire, on accepte une hypothèse optimiste, selon laquelle on peut faire quelque chose, alors on fait quelque chose. Et je souhaite fort que ce soit ce principe-là qui puisse définir la politique européenne et en particulier la politique européenne de la culture.